

d'attaques de pirates. Pourtant la perspective d'un tel sort est préférée à celle de rester sur place. C'est révélateur, car la fuite précipitée du Vietnam signifie que nombre de réfugiés périront ou recevront un accueil hostile dans les autres pays qui ont déjà suffisamment de problèmes sociaux, politiques et économiques.

Les principes humanitaires exigent que les pays d'asile acceptent les réfugiés; et les pays de l'Asie du Sud-Est se sont, dans la plupart des cas, montrés fort généreux. Nous pourrions nous demander comment nous, Canadiens, réagirions si des milliers de ressortissants de n'importe quel autre pays se présentaient chez nous sans avoir été invité. Cependant, étant donné le fardeau économique croissant et les tensions socio-économiques qui s'ensuivent, nous constatons de plus en plus chez les pays d'asile une tendance à répondre moins généreusement au mouvement de migration et à chasser les réfugiés de leurs rives. Ces derniers n'ont alors d'autre choix que de tenter de rejoindre un tiers pays et risquer d'être refoulés encore une fois. L'adoption, par un pays donné, de politiques inflexibles causera aux autres les problèmes que l'on sait. Néanmoins, il faut respecter le droit fondamental qu'a le réfugié de quitter son pays, surtout si le fait d'y rester dans les circonstances du moment met sa vie en danger.

Une situation qui pose des problèmes humanitaires et politiques si importants éveille et provoque une réaction internationale.

Parmi les pays les plus directement touchés par le problème des réfugiés indochinois, mentionnons les pays du Sud-Est asiatique qui accordent l'asile provisoire aux réfugiés, ceux qui sont depuis longtemps des pays d'accueil et ceux qui accordent une aide financière importante aux programmes du HCR. Les représentants de ces pays, y compris le Canada, se sont réunis en décembre et en janvier sous les auspices du HCR en vue d'élaborer des mesures internationales pour répondre à la situation.

En règle générale, le HCR préfère d'abord ramener les réfugiés dans leur pays d'origine si les circonstances le permettent, ou encore s'occuper de leur réinstallation dans des pays voisins. Il est peu probable que les réfugiés indochinois puissent - ou veuillent même - retourner dans leur pays dans un avenir prévisible. D'ailleurs, la grande majorité d'entre eux ne peuvent, pour des raisons politiques et sociologiques, être